



**Bureau
d'information
et de
communication**

Rue de la Barre 2
1014 Lausanne

COMMUNIQUÉ DU CONSEIL D'ETAT

Restructuration chez Tamedia

Le Conseil d'Etat fait part de sa vive inquiétude pour la couverture de l'actualité locale et régionale

Le Conseil d'Etat exprime une nouvelle fois sa vive inquiétude pour la diversité et la pluralité de la presse en Suisse romande après l'annonce faite ce jour par la direction de Tamedia de fusionner les rédactions de 24 heures, de la Tribune de Genève et du Matin Dimanche. Le Gouvernement prend également acte de l'ouverture formelle de la procédure de consultation et déplore que, proportionnellement, la Suisse romande soit particulièrement impactée par les suppressions de postes dans les rédactions.

Dans une nouvelle communication faite ce matin, la direction de Tamedia a annoncé la suppression de 25 équivalents temps plein dans ses rédactions romandes. Le Conseil d'Etat prend donc acte de l'ouverture formelle d'une procédure de consultation et constate que la Suisse romande est sévèrement touchée. A ce titre, il perçoit la concrétisation du risque d'appauvrissement de la presse dans notre région. De même, avec une rédaction fusionnée, il s'inquiète en particulier pour la couverture de l'actualité locale et régionale et pour l'existence d'une presse de qualité.

Le Conseil d'Etat fait ainsi part de ses profondes réserves sur le périmètre de cette restructuration et veillera à ce que la procédure qui s'ouvre aujourd'hui se déroule conformément aux dispositions légales. Il se montrera attentif au fait que la représentation du personnel des trois entités concernées dispose du temps nécessaire et des moyens lui permettant de formuler des propositions alternatives qu'il appelle de ses vœux.

De manière générale, le Conseil d'Etat déplore vivement la disparition de postes de travail au sein des médias romands et fait part de son soutien aux personnes touchées par les mesures envisagées. Il réitère son attachement à la diversité et la pluralité de la presse, éléments essentiels au fonctionnement de notre démocratie.

Bureau d'information et de communication de l'Etat de Vaud

Lausanne, le 17 septembre 2024

RENSEIGNEMENTS POUR LA PRESSE UNIQUEMENT

DITS, Christelle Luisier Brodard, présidente du Conseil d'Etat
DEIEP, Isabelle Moret, conseillère d'Etat